

François Fillon : «Réforme du collège, la médiocrité pour tous»



François Fillon, le 11 avril dernier. - Crédits photo : STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Politique (<http://premium.lefigaro.fr/politique/>) | Par François Fillon ([#figp-author](#))

Mis à jour le 06/05/2015 à 19h52

TRIBUNE - Le projet de réforme du collège aura pour résultat le nivellement par le bas de l'enseignement secondaire, s'alarme l'ancien premier ministre François Fillon.

«Le gouvernement vient d'annoncer **une réforme du collège** (<http://premium.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2015/05/06/25002-20150506ARTFIG00097-reforme-du-college-une-centaine-de-deputes-ump-et-udi-interpellent-hollande.php>). Est-elle nécessaire? Oui, si elle assure une transmission plus solide de la culture et si elle permet d'éviter que 150.000 jeunes sortent chaque année de l'école sans diplôme ni qualification. Mais rien, dans la réforme, ne va dans ce sens. Toutes les enquêtes constatent un affaiblissement du niveau de nos élèves, or le gouvernement ne fixe aucun cap pour le redresser. La réforme dilue une part des enseignements fondamentaux dans des «enseignements pratiques interdisciplinaires» au contenu bien flou. Nos enfants sauront-ils bien lire, rédiger correctement, résoudre un problème, connaîtront-ils l'histoire de leur pays, auront-ils des bases en sciences? Voilà les questions essentielles esquivées par le gouvernement! J'ai proposé que l'on vérifie sérieusement l'acquisition des bases au moment du brevet et que l'élève qui ne l'obtient pas ne puisse pas entrer au lycée.

On noie l'enseignement du latin, matrice de notre civilisation. On annonce que l'enseignement d'une deuxième langue vivante va commencer en cinquième. Mais à un double prix: celui de la réduction des heures d'enseignement de première langue, et en particulier de l'anglais, alors que nos élèves obtiennent de mauvais scores dans les comparaisons internationales pour la pratique de cette langue ; celui de la suppression des sections européennes et des classes bilingues. Ces classes avaient été relancées sur ma proposition en 2004: les Allemands les mettent en place pour encourager l'enseignement du français, nous le faisons aussi pour encourager l'allemand. Si nous les arrêtons, **[non seulement nous rompons notre accord \(http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/2015/04/27/01016-20150427ARTFIG00318-allemand-au-college-berlin-proteste.php\)](http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/2015/04/27/01016-20150427ARTFIG00318-allemand-au-college-berlin-proteste.php)**, mais nous retirons à nos enfants un atout pour travailler dans l'Europe de demain.

«Le charabia du conseil supérieur des programmes est une offense à l'intelligence des enseignants.»

[Et puis, il y a les nouveaux programmes](http://premium.lefigaro.fr/politique/2015/05/06/01002-20150506ARTFIG00318-reforme-du-college-et-nouveaux-programmes-les-sujets-qui-fachent.php)

[\(http://premium.lefigaro.fr/politique/2015/05/06/01002-20150506ARTFIG00318-reforme-du-college-et-nouveaux-programmes-les-sujets-qui-fachent.php\)](http://premium.lefigaro.fr/politique/2015/05/06/01002-20150506ARTFIG00318-reforme-du-college-et-nouveaux-programmes-les-sujets-qui-fachent.php) Ils

s'appuient sur les travaux du conseil supérieur des programmes dont le jargon révèle l'absence de bon sens. Plutôt que de renforcer le niveau d'exigence et de fixer des priorités claires, ce conseil préfère jouer au Diafoirus du XXI^e siècle. En français: «Le principe essentiel de cette progressivité est la notion d'acceptabilité (en fonction des genres, des situations d'énonciations, des effets recherchés et produits), notion qui permet à la fois le lien avec le socle et l'approche communicationnelle développée en langues vivantes.» Ce charabia technocratique est une offense à l'intelligence des enseignants, à leurs responsabilités et leur motivation.

«À l'heure où notre nation est en quête de sens, faut-il que l'école renonce à dire le vrai et le juste ?»

À l'école primaire, en histoire, «le programme n'a pas pour ambition une connaissance linéaire et exhaustive de l'histoire». Les maîtres doivent savoir qu'«il est impossible, au regard du temps disponible, de proposer le récit continu de l'évolution historique». Ils sont donc invités à suivre une «démarche globale» et à apprendre aux enfants «à comprendre que le passé est source d'interrogations». Il y aurait pourtant une exigence nationale à apprendre aux élèves les dates, les personnages et la signification des événements importants de leur histoire. Mais non, on préfère leur inculquer le doute. Au moment où les théories complotistes et révisionnistes prolifèrent sur Internet, à l'heure où notre nation est en quête de sens, faut-il que l'école renonce à dire le vrai et le juste?

S'agissant de l'enseignement du français au collège, les futurs programmes auraient pu être plus exigeants que les précédents en citant des œuvres incontournables à faire lire aux collégiens ; il n'en est rien. S'agissant de l'enseignement de l'histoire, il sera partiel et distribué en sujets obligatoires et sujets laissés au choix de l'enseignant. Personne ne sait selon quels critères les priorités ont été définies. Ainsi en quatrième, il est obligatoire d'étudier les sujets «Un monde dominé par l'Europe: empires coloniaux, échanges commerciaux et traites négrières», mais non obligatoire de traiter les sujets «Sociétés et cultures au temps des Lumières» ou «La Révolution américaine, liberté politique et nouveau monde».

«Le renforcement de l'autorité à l'école ? La réforme du collège n'en dit pas un mot. Aucune mesure proposée ne vise à renforcer l'autorité nécessaire des chefs d'établissement.»

Pour le collège, le conseil supérieur indique que «les programmes ne précisent pas les modalités pratiques détaillées par lesquelles s'assurer que les objectifs fixés sont atteints par les élèves» ; le contrôle des connaissances est donc laissé à la bonne volonté des enseignants. Le ministère n'aime décidément pas que les connaissances soient vérifiées et évaluées!

Le renforcement de l'autorité à l'école? La réforme du collège n'en dit pas un mot. Aucune mesure proposée ne vise à renforcer l'autorité nécessaire des chefs d'établissement. Je préconise de rétablir la note de vie scolaire - abrogée en 2013.

Cette note devait compter pour le brevet. Je suis également favorable à ce que les élèves portent une tenue uniforme afin de créer un esprit de communauté et d'éviter les querelles sur les marques de vêtements ou les débats sur la longueur de la jupe.

«Pour les socialistes, la démocratisation de l'Éducation se confond avec le nivellement par le bas.»

L'apprentissage est en baisse en France depuis 2013: nous comptons 300.000 apprentis alors qu'en Allemagne les deux tiers des jeunes de plus de seize ans choisissent une formation duale «école-entreprise». Rien n'est prévu pour rattraper ce retard alors qu'il pénalise les jeunes qui rentrent sur le marché de l'emploi. Je propose de donner aux régions compétence pour la totalité de la formation professionnelle initiale en organisant une plus grande cohérence entre les voies de formation mais aussi entre les lieux de formation et les bassins d'emploi.

Au fond, pour les socialistes, la démocratisation de l'Éducation se confond avec le nivellement par le bas. Ceux qui contestent cette idéologie seraient des «pseudo-intellectuels». N'en déplaise à notre jeune et dédaigneuse ministre, Régis Debray, Luc Ferry, Marc Fumaroli, Michel Onfray, Pascal Bruckner et beaucoup d'autres ont quelques titres pour participer au débat sur notre éducation. La nation a la responsabilité de fixer des objectifs d'excellence à son système éducatif. Le gouvernement doit abandonner son projet et écouter les parents comme les enseignants qui réclament qualité, autorité et bon sens.»

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 07/05/2015. [Accédez à sa version PDF en cliquant ici \(http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-05-07\)](http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-05-07)



François Fillon

